

## BLOG POST

# DE TRUMP AU NEW DEAL EUROPÉEN

Le débat annuel sur l'état de l'Union européenne a lieu cette semaine à Strasbourg. Il s'agit de savoir quels progrès en politique européenne peuvent encore être réalisés avant les élections européennes de l'année prochaine, car, à partir de ce moment-là, ils risquent de devenir impossibles. Notamment si un pôle nationaliste et autoritaire est renforcé au Parlement européen, modifiant ainsi les équilibres dans toutes les institutions européennes.

| 11/09/2018

| MARIA JOÃO RODRIGUES

| DROIT ET INSTITUTIONS

L'UE sera-t-elle en mesure de poursuivre de nouveaux accords commerciaux et de promouvoir la coopération internationale selon ses critères, à un moment où l'administration Trump démantèle activement cette coopération dans le monde entier ? L'UE pourra-t-elle soutenir une coalition internationale pour l'accord de Paris sur le climat, alors que Trump fait le contraire ? L'UE sera-t-elle capable de développer ses propres capacités de défense, en évitant sa dépendance vis-à-vis du comportement américain dans le cadre de l'OTAN ? L'UE sera-t-elle en mesure de définir ses propres règles pour la gouvernance de l'internet et de l'économie numérique, en termes de protection de la vie privée, de production culturelle, de conditions de travail et de démocratie ?

En résumé, **l'UE comprendra-t-elle enfin que pour défendre ses valeurs et son mode de vie dans un monde en constante évolution, elle devra s'affirmer non seulement en tant que grand marché ou espace monétaire, mais aussi en tant qu'entité géopolitique dotée d'une légitimité démocratique** pour décider des questions économiques, mais aussi sociales, culturelles et politiques, et d'une action extérieure qui l'accompagne ?

**La réponse à ces défis externes est toutefois fortement conditionnée par la capacité de l'UE à répondre à ses défis internes par une série de mesures**, qui seront également confrontées à une course contre la montre jusqu'à mai 2019 : un système d'asile européen sera-t-il adopté ? La migration sur le territoire européen sera-t-elle gérée de manière organisée ? Des mesures d'intégration des immigrants seront-elles adoptées parallèlement au renforcement des conditions de vie et de travail des résidents européens sur la base du socle européen des droits sociaux récemment adopté ?

**Reste à savoir jusqu'où l'UE pourra aller dans la préparation de son prochain budget pluriannuel pour financer toutes ces mesures**, mais aussi pour promouvoir les investissements et la création de nouveaux emplois dans le contexte des grandes transformations de l'énergie et du numérique en cours. Et les réformes pour achever et rééquilibrer la zone euro, comme l'union bancaire et les ressources propres, verront-elles enfin le jour ?

**Le mouvement nationaliste, anti-européen et autoritaire a éclaté dans plusieurs pays européens** avec l'argument que, pour protéger les citoyens, il est préférable de retourner aux frontières et aux solutions nationales. Une réponse crédible à ce programme illusoire, mais dangereux, ne peut être le *statu quo* européen conservateur. Ce doit être **l'affirmation de solutions européennes beaucoup plus ambitieuses**.

L'ambition européenne doit être promue par un **New Deal européen** : un compromis solide entre les valeurs européennes en matière de démocratie et de gestion des migrations et les moyens financiers pour promouvoir l'investissement, l'emploi et la convergence économique et sociale. Un noyau d'États membres peut développer et mettre en œuvre ce New Deal. Et l'un d'entre eux a été et doit continuer à être le Portugal.

*Maria João Rodrigues*